

LA DÉMOCRATIE EST-ELLE SOLUBLE DANS L'ÉCONOMIE ?

Il ne fait pas bon manifester, fût-ce pacifiquement, contre les noces marchandes entre l'Europe et les Etats-Unis. C'est cela que nous promet le traité transatlantique : la soumission politique aux diktats des multinationales.

Bruno Poncelet (Cepag, animateur *No Transat*)

J eudi 15 mai 2014. Comme quelques centaines d'autres, je bats le pavé bruxellois à proximité de l'avenue Louise pour rejoindre la place du Petit Sablon. Partout, des flics ceinturent le quartier : « Pour approcher le Palais d'Egmont, il faut un passe » m'explique l'un d'eux.

Je fouille mes poches et vérifie : je n'ai pas de carte de presse, je ne travaille pas dans une puissante multinationale, je ne roule pas pour la Fédération des Entreprises de Belgique, et je ne suis pas un homme d'Etat ou un puissant fonctionnaire de la Commission européenne. La conclusion s'impose : je n'ai rien à faire au « Sommet européen du monde des affaires » qui se tient au Palais d'Egmont, où les multinationales travaillent durant deux jours à intensifier leurs relations (amicales, diplomatiques, stratégiques) avec le gratin du monde politique européen. Ce qui les rassemble, c'est une grande question : « *Qui dirigera l'Europe de 2014 à 2019 ?* » Leur présence en ce lieu constitue la meilleure réponse possible : depuis les années 1980, c'est en prêtant une oreille attentive aux plus puissantes multinationales que les décideurs politiques façonnent une Europe de plus en plus marchande et de moins en moins citoyenne.

J'y pense en rejoignant la place Poelart, près du Palais de justice, où quelques centaines de manifestants sont rassemblés. Je songe aux années 1990, lorsque les premiers lobbies de firmes américaines et européennes ont demandé au monde politique de leur créer un marché transatlantique. Il leur a fallu du temps, de la patience, de la persuasion, mais les voilà aujourd'hui sur le point de faire ce que bon leur semble des populations et des législateurs. Car enfin, pourquoi

créer un marché transatlantique ?

Ne nous laissons pas attraper par les boniments de la Commission européenne : « *Si l'on passe d'un marché européen à un marché transatlantique, les entreprises européennes vont exporter davantage, donnant ainsi naissance à des investissements créateurs d'emplois et de richesse* », nous serine-t-elle. Non, on ne va plus croire à ces salades, car le coup du grand marché créateur de richesses, on nous l'a déjà fait en 1993 avec le marché unique européen, et pour quel résultat ?

des firmes s'éloignent des lieux de production où les gens travaillent. Il est dès lors plus difficile pour les travailleurs de se faire respecter via des négociations syndicales, car ils ont en face d'eux des directions de pantins obéissant à des ordres donnés à des milliers de kilomètres de distance. Un exemple concret ? ArcelorMittal. Un géant marchand qui décide de sabrer de l'emploi local (à Florange ou à Liège) sans se soucier des résistances politiques ou syndicales. Qu'on se le dise et qu'on se passe le

Il ne fait pas bon critiquer les noces marchandes entre l'Europe et les Etats-Unis. Ni les noces politiques entre les Etats et les multinationales.

Demain, beaucoup d'ArcelorMittal

Me voici place Poelart. J'embrasse les visages amis et entame la conversation avant de rejoindre un petit stand où l'on distribue des crêpes.

Un repas modeste, mais gratuit. Tout le contraire des relations transatlantiques. Là, c'est un repas gargantuesque que s'offrent les multinationales, avant de refile la note – salée – aux populations...

L'explication tient en peu de mots. Plus un marché grandit, plus les multinationales font de même : dans une logique cannibale de fusions-acquisitions, les grosses entreprises mangent les petites pour devenir des multinationales de plus en plus arrogantes, contrôlant des activités stratégiques telles que la finance ou l'énergie. Cette logique cannibale n'est nullement créatrice d'emplois : au contraire, les instances de décisions

mot : aujourd'hui, tous les élus qui acceptent de négocier la création d'un marché transatlantique préparent les plans de redressement et les fermetures d'entreprises des ArcelorMittal de demain !

Pauvres et libidineux

J'ai mangé ma crêpe, mais j'ai toujours faim. Je ne sais pourquoi, mais je repense à Thomas Malthus. Au XIX^e siècle, ce pasteur anglican a écrit un texte célèbre : *Le Banquet de la Nature*. Il y disait aux riches de ne pas se soucier des pauvres : si ceux-ci mouraient de faim, c'était entièrement de leur faute. Portés par leur libido, les pauvres faisaient plus d'enfants qu'ils n'étaient capables d'en nourrir. Même si c'était triste, on n'y pouvait rien changer : au grand banquet de la Nature, aucune place n'était réservée aux pauvres imprévoyants et libidineux... Pourtant, entre le XIX^e et le XX^e siècle, une



LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

⇒ chose a tout changé pour les pauvres. Cette chose, c'est la démocratie économique. Soit le partage du temps de travail, l'octroi de bons salaires, la création des congés payés, ou encore l'instauration de filets de protection sociale (allocations familiales, chômage, pension, soins de santé). La démocratie économique a permis aux

des économies ailleurs. Par exemple, dans le nombre de salariés et le niveau des salaires versés, dans les impôts payés aux finances publiques, dans les cotisations destinées à financer la Sécurité sociale, ou encore dans les investissements de nature écologique. Beaucoup de multinationales peuvent échapper à ces dépenses imposées par la démocratie économique. Il suffit, pour ce faire, d'élargir la taille des marchés. Lorsque le monde politique englobe différents pays dans un marché commun, les multinationales peuvent choisir librement les législations auxquelles elles sont soumises. Aujourd'hui, dans le grand marché européen, un menu juridique leur offre la possibilité de se localiser dans 28 pays différents. Et elles s'interrogent : salaires français ou roumains ? Sécurité sociale belge ou lettone ? Fiscalité allemande ou anglaise ? Demain, si un grand marché transatlantique est créé, le menu juridique passera de 28 pays à 78 nations. Quelle aubaine pour les investisseurs qui veulent sacrifier, sur l'autel des profits, les droits sociaux qui ont fait le bonheur des populations !

Casques et matraques

C'est pour éviter cette mise à mort de la démocratie économique (qui ne survivra pas à une mise en concurrence avec des régions du globe

quillement. Evidemment, le projet de noces transatlantiques entre le monde marchand et politique est sur toutes les lèvres, mais on cause aussi du temps, des élections, de voyages, de cocktails, de livres, d'amis ; bref de tout et de rien. Malgré l'arrosage intermittent des autopompes, je retrouve avec plaisir de vieilles connaissances perdues de vue depuis quelques manifs, et parfois quelques années. Comme le soleil est de la partie, la bonne humeur se répand.

Soudain, l'ambiance change. Car la police charge. Casques, matraques et boucliers s'avancent sans prévenir, puis se déploient en arc de cercle qui se referme subitement sur les manifestants. Ceux qui ne courent pas assez vite sont pris dans les griffes de la police. Les poignets attachés dans le dos, les voilà entraînés de force dans des combis, ou obligés d'attendre au sol l'arrivée de combis supplémentaires. Car la police ne se contente pas de charger une fois : face à des manifestants on ne peut plus pacifiques, ce sont deux, trois et même quatre charges policières qui se soldent par l'arrestation de 240 personnes !

A croire qu'il ne fait pas bon critiquer les noces marchandes entre l'Europe et les Etats-Unis. A moins qu'il ne s'agisse de noces politiques entre Etats et multinationales ? En fait, c'est bien ça le projet transatlantique : une sorte de mariage forcé où les gouvernements offrent la démocratie à l'appétit des plus puissantes firmes américaines et européennes. Si le projet passe, celles-ci vont pouvoir faire la pluie et le beau temps dans

Les dirigeants des multinationales adorent s'offrir des bonus extravagants, ce qui implique de faire des économies dans les salaires, la Sécurité sociale, les investissements écologiques.

gens nés sans fortune d'avoir le droit à une existence décente. Ni plus, ni moins. Evidemment, cette démocratie économique ne s'est pas bâtie sur du vide : elle a été obtenue par des combats ouvriers, politiques et syndicaux, qui ont imposé le financement obligatoire de solidarités publiques par une partie des richesses créées dans les entreprises.

Mais voilà, les dirigeants de multinationales ressemblent à l'Oncle Picsou : ils adorent s'offrir des bonus extravagants et arroser d'argent leurs actionnaires, ce qui implique de faire

où sévit la tyrannie économique) que je manifeste aujourd'hui. Ici, à Bruxelles, au milieu d'une foule amicale et sympathique. Dans une ambiance bon enfant. D'un pas léger, nous quittons la place Poelart pour rejoindre la place Stéphanie. Notre ambition est d'approcher du Palais d'Egmont, où se tient l'*European Business Summit*. Mais, arrivés place Louise, nous sommes stoppés net : des auto-pompes et des rideaux de policiers nous barrent le passage. Qu'à cela ne tienne : nous sommes sur un parking, et on discute. Tran-

les économies nationales : investir ou ne pas investir ? Tout dépendra de la soumission politique face à des investisseurs tout-puissants. Cette soumission politique est déjà amorcée. On détricote les droits des chômeurs, des pensionnés et des travailleurs. On réprime, de manière complètement disproportionnée, celles et ceux qui osent contester les réunions huppées qui se tiennent dans le cadre feutré du Palais d'Egmont.

Alors, la démocratie de demain, vous la prendrez avec ou sans marché transatlantique ? □